

Blanquer, les lycéens et les gilets jaunes

7-10 minutes

Quel lien entre le ministre de l'Education nationale, les mouvements lycéens et celui des gilets jaunes ? En apparence aucun. En réalité, la conjonction existe déjà sur le terrain. Surtout, le ministre de l'Education nationale doit faire face à la même opposition que le gouvernement tout entier : celle qui résulte d'une politique qui augmente les inégalités sociales et territoriales.

Un mouvement lycéen qui puise dans le même terreau que les gilets jaunes



En politique avisé, Jean-Michel Blanquer n'a pas manqué de communiquer sur le mouvement des gilets jaunes. Sur Twitter, il dit le 1er décembre : "Nous sommes à l'écoute d'un mouvement qui manifeste des détresses ancrées depuis des années dans notre pays. Nous agissons pour la justice sociale. Mais nous n'accepterons jamais la violence. Celle d'aujourd'hui est ignoble... Nous la combattons".

Une déclaration apparemment équilibrée. Et JM Blanquer a des arguments à faire valoir, notamment sur le plan social. Depuis 2017, son ministère est l'alibi social du gouvernement grâce aux dédoublements des classes de CP et CE1 en Rep et Rep+, une mesure sans aucun doute social. Même si son financement se fait au détriment du second degré, des autres classes et des écoles de milieu rural.

Car le ministre de l'Education nationale doit faire face à un mécontentement qui puise ses sources dans le même terreau que le mouvement des gilets jaunes. Ce qui commence à lui revenir dans le mouvement lycéen, ce n'est pas une détresse vieille de nombreuses années, mais celle qui résulte de son action.

Une réforme du lycée qui augmente les inégalités sociales

Les yeux des lycéens semblent se déciller au moment où les réformes du lycée et du lycée professionnel se mettent en place. Sur le plan social, la réforme du lycée aboutit à anticiper dès la troisième un choix d'orientation qui se faisait jusque là en terminale. Toutes les recherches internationales montrent qu'il faut retarder et non anticiper la fragmentation du système scolaire en filières

différentes. Or dès 2019 celle ci interviendra dès la seconde. La réforme du lycée demande aux établissements de se spécialiser en fonction des filières du supérieur. Le choix du lycée équivaldra dès l'année prochaine à celui du post bac. Si dans les familles les plus privilégiées la route est tracée tôt et les choix décryptés facilement, dans les familles défavorisées l'anticipation du choix à un âge aussi tendre va se traduire par une augmentation des inégalités sociales.

Le budget 2019 montre comment les dédoublements au primaire sont financés en supprimant des postes dans le second degré. Et dans ce niveau, le ministre n'hésite pas à puiser chez les plus démunis en l'occurrence dans l'enseignement professionnel. L'effondrement des postes de PLP mis aux concours en 2019 confirme ce que les syndicats disent depuis des mois ;la réforme du lycée professionnel réduit de façon drastique l'enseignement général tout comme elle déqualifie la formation professionnelle réduisant le bac pro à deux années de préparation seulement. Là aussi les études internationales montrent qu'il faudrait au contraire élever le niveau en enseignement général et non l'affaiblir. Et les enseignants de LP savent qu'ils remettent les élèves sur les rails en 2de pro en étant exigeants en enseignement professionnel. En remplaçant une formation professionnelle exigeante par un méli mélo d'initiation à l'entreprise en seconde, le ministre ne fait que renvoyer une image dégradée à des jeunes déjà qui doutent.

Inutile de développer l'impact social de Parcoursup. Avec lui a disparu le droit des bacheliers à entrer dans le supérieur. Dorénavant, le second degré est soumis aux "attendus" du supérieur et la sélection s'affiche ouvertement. En même temps le ministre met en place une réforme qui donne "la liberté" aux lycéens de choisir leurs spécialités de lycée. Or les dés sont pipés. Les spécialités maths illustrent cela de façon claire. Elles ne sont pas obligatoires en 1ère et terminale. En même temps leur niveau est nettement relevé. Or elles sont exigées pour la plupart des formations supérieures longues, même en psychologie par exemple. Concrètement seuls les jeunes qui ont compris cela dès la 3ème, qui sont prêts à prendre le "bon " lycée et qui seront en mesure de suivre, pourront suivre des filières supérieures intéressantes. On demande aux collégiens et leur famille un niveau d'analyse du système qui est celui des familles favorisées. Et on remet sur leur dos la responsabilité des désillusions à venir... L'augmentation énorme des droits d'inscription pour les étudiants étrangers confirme crument au yeux des lycéens comment le gouvernement est peu sensible aux inégalités sociales.

La montée des inégalités territoriales

Mais ces réformes se traduisent aussi par la montée des inégalités territoriales. JM Blanquer a déjà été très critiqué par les fermetures de classes en milieu rural pour financer les dédoublements. La réforme du lycée augmente aussi les inégalités territoriales. Demander à un lycée rural de se spécialiser c'est réduire le droit de choisir une formation pour les jeunes ruraux. C'est notamment ce qui a poussé les élèves et parents du seul lycée général et

technologique de Bellac dans la rue. L'interview de la rectrice de Limoges en réponse à ce mouvement est éclairante. Elle trouve qu'elle fait beaucoup en accordant 7 spécialités à ce lycée qui en demande 9. "En ville les lycées ont en moyenne 7 spécialités contre 6.75 à la campagne", dit-elle. "En revanche les moyens que je mets sont 2.3 fois plus importants dans le rural car en moyenne la projection des effectifs par spécialités sera de 30 élèves en zone urbaine et 13 en zone rurale." A la demande des jeunes de respecter leur droit à la formation de leur choix, la rectrice répond par un argument de gestion. Denis Laforge avait déjà montré dans une remarquable étude comment l'Education nationale fabrique de la ségrégation sociale par ses fonctionnements bureaucratiques. Mais ce mouvement est nettement accéléré par la réforme blanquérienne qui construit sous les yeux des jeunes et leur parents de nouvelles inégalités territoriales.

Si le mouvement des gilets jaunes se construit sur la prise de conscience de la montée des inégalités sociales et territoriales depuis 2017, il se nourrit aussi de l'arrogance d'un pouvoir technocratique qui est convaincu d'avoir raison et qui ne comprend rien à sa contestation. Sur ce terrain là aussi l'Education nationale n'est pas en reste.

L'affaiblissement des corps intermédiaires

En réponse aux tensions venues du terrain, le gouvernement n'a trouvé que l'affaiblissement des corps intermédiaires. Là aussi l'Education nationale est en tête avec le mépris affiché pour les représentants syndicaux, le ministre ne faisant aucun cas de leur opposition. Il ne fait pas davantage mystère de sa volonté de les affaiblir encore en mettant en place une gestion "de proximité" qui court-circuitera les dispositifs de contrôle des carrières, voire en réformant le statut à travers la réforme de la formation des enseignants. Ce travail de sape le met face à des révoltes locales tout comme le gouvernement doit faire face au mouvement des gilets jaunes.

"A ce niveau atteint par les inégalités dans notre pays il devient absurde et cynique de parler d'égalité des chances", écrit JP Delahaye, ancien Dgesco, sur Twitter. "C'est l'égalité des droits qu'il faut travailler". Rétablir les droits de tous les jeunes à un véritable choix de leur avenir, leur dessiner un futur et non imposer dès un âge plus tendre la soumission et la sélection, voilà ce que JM Blanquer pourrait faire. Mais cela implique un autre budget et d'autres réformes.

François Jarraud

[Suivre le lycée de Bellac](#)

[A Champagne](#)

[A Bain de Bretagne](#)

[Etude de D Laforge](#)

[Blanquer sur les gilets jaunes](#)